



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 18 décembre 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO par intérim et coordonnateur du Groupe de communication des Nations Unies et depuis Goma, le Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]** : Bonjour à tous, merci aux auditeurs de Radio Okapi et Merci aux journalistes de Kinshasa qui ont bravé la pluie diluvienne de ce matin à Kinshasa pour cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Avec nous depuis Goma : le porte-parole militaire de la Mission, le Lieutenant-Colonel Claude Raoul Djehoungo ; et à mes côtés ici à Kinshasa, le chef de Mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Fabien Sambussy, à l'occasion de la Journée internationale des migrants, qui est célébrée aujourd'hui même. Nous sommes aussi connectés à nos collègues à Bunia et à Bukavu.

**D'abord, je voulais vous indiquer que le Conseil de sécurité des Nations Unies a prévu de se réunir demain à New York pour le renouvellement du mandat de la MONUSCO.**

Une fois celui-ci adopté, nous l'étudierons attentivement et dès le début de l'année prochaine, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui, viendra vous en parler en personne pour la première conférence de presse de l'année 2020.

**Leila Zerrougui a condamné les nouvelles attaques attribuées aux ADF dans la région de Beni qui ont fait 22 morts à Ntombi samedi et 12 morts à Kamango dans la nuit de dimanche à lundi.**

Elle a souligné que ces attaques barbares sont orchestrées dans le but de briser la confiance de la population et de discréditer aussi bien les troupes des Forces armées de la République démocratique du Congo engagées dans la lutte contre les ADF que la MONUSCO.

La MONUSCO travaille à identifier les risques et les personnes à l'intérieur des communautés qui permettent à ces massacres de se poursuivre, en étroite coordination avec les FARDC et les forces de sécurité congolaises.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Toujours à Beni, depuis deux semaines, des officiers de l'armée brésilienne, spécialisés dans les combats en jungle, forment des officiers et sous-officiers de la 2<sup>e</sup> compagnie du 141<sup>e</sup> bataillon des FARDC. Cette première phase de la formation qui va durer trois mois, concerne des officiers et sous-officiers FARDC qui seront des futurs formateurs. Ce sont au total 3 bataillons des FARDC qui sont concernés. Cette demande de formation des militaires congolais a été sollicitée par les FARDC. Et les éléments formés ont été sélectionnés selon les critères des Nations Unies qui impliquent le respect des droits de l'homme. La MONUSCO a fait appel aux spécialistes brésiliens en raison de leur expérience avérée dans le domaine des combats en jungle.

**Après les attaques coordonnées contre les équipes de la riposte à Mangina et Biakato dans la nuit du 27 au 28 novembre, les agences des Nations Unies, la MONUSCO et le Département de la sûreté et de la sécurité (UNDSS) ont lancé un plan conjoint incluant la mise en place d'un pont aérien entre Beni et Biakato pour améliorer le soutien sécuritaire et permettre la pleine reprise des activités de lutte contre Ebola dans la zone, en coordination avec les autorités congolaises.**

La MONUSCO s'est engagée à renforcer les conditions sécuritaires nécessaires au travail des équipes de la riposte sur le terrain par l'augmentation du nombre de Casques bleus sur place, la construction d'une base sécurisée à Biakato et la mise en place de structures opérationnelles et de coordination à même de fournir le soutien sécuritaire réclamé par les équipes de la riposte.

**En Ituri, une délégation mixte Comité provincial de sécurité de l'Ituri-MONUSCO s'est rendue le samedi 14 décembre 2019 à Tchabi en territoire d'Irumu en Ituri, afin d'évaluer la situation sécuritaire dans la Chefferie de Banyali-Tchabi où la population dit craindre des incursions des ADF.**

Les autorités congolaises et la MONUSCO ont promis de renforcer leurs positions dans la zone afin de contrer toute tentative d'incursion. Des patrouilles communes MONUSCO-FARDC sont également prévues.

**La MONUSCO a en outre entrepris depuis le 2 décembre 2019 des travaux de réhabilitation partielle de la piste de l'aéroport de Bunia, longue 1 850 mètres.** Cette piste est parsemée de nids de poule et de trous qui exposent les avions à des accidents. Parmi les travaux à effectuer, il y a le remblayage des nids de poule avec de la limonite et du ciment, mais également le resurfaçage de tous les nids de poule sur l'axe central avec de l'asphalte, le nettoyage de toutes les zones des patins de tournage, du resurfaçage des zones de tournage entières avec de l'asphalte. Les travaux vont durer six mois.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

**Enfin, la République démocratique du Congo s'est dotée d'un nouveau Plan d'Action Quinquennal 2020-2024 (PAQ 2) pour la réforme de la Police nationale congolaise.**

L'atelier de validation de ce plan a eu lieu à Kinshasa la semaine dernière, avec l'appui technique et financier de la MONUSCO. Il a été clôturé le 12 décembre par le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières, Gilbert Kankonde. Le plan offre un cadre d'actions étalé sur cinq ans pour les projets de réforme à entreprendre par les acteurs nationaux et internationaux dans le but de professionnaliser la Police congolaise et de lui permettre de remplir ses missions régaliennes.

**Quelques nouvelles de l'Equipe pays des Nations Unies : le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies, David McLachlan-Karr, a exprimé sa vive préoccupation concernant les conditions de vie de plus de 2 000 personnes détenues dans le camp militaire de Nyamuyinyi et ses environs, suite aux opérations des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans la région de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu.**

« Les autorités congolaises ont l'obligation de garantir le respect de la dignité humaine et des principes humanitaires », a-t-il déclaré, alors qu'au moins 21 personnes détenues, dont des enfants, ont succombé aux mauvaises conditions de vie dans ce camp.

Le Coordonnateur humanitaire a souligné la disponibilité des Nations Unies à soutenir les autorités dans ce processus pour garantir le respect des droits fondamentaux dans les opérations militaires contre les groupes armés en République démocratique du Congo. A cet égard, l'accès aux personnes ayant besoin d'une aide humanitaire est essentiel.

**Je vous signale également que le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) a publié une note d'information sur le choléra dans la province du Tanganyika. Chaque année, les victimes du choléra se comptent par milliers dont des centaines de morts.**

Au cours des trois dernières années (de 2015 au 2018), la province a rapporté plus de 18 000 cas dont près de 300 décès. L'épidémie actuelle qui frappe le Tanganyika remonte à 2018. Bien que la tendance générale pour 2019 reste à la baisse comparée à l'année précédente, la situation reste très préoccupante, notamment dans les zones abritant les personnes déplacées internes et retournées où les conditions d'hébergement restent précaires à cause de la promiscuité et l'accès rare à l'eau potable. Cette note d'information est disponible sur internet.

**Enfin, plus de 80 experts ont participé au lancement d'un projet novateur à Mbandaka, Chef-lieu de la province de l'Equateur, mené par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en partenariat avec le Fonds Mondial pour la Nature (WWF).**

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Le Programme à appuyer les communautés locales dans la gestion durable des ressources forestières afin de lutter contre la déforestation.

La République démocratique du Congo (RDC) possède une superficie de 155 millions d'hectares de couvert forestier. Les forêts congolaises, au regard de leur grande étendue et de leur richesse exceptionnelle, sont une des locomotives du développement socio-économique et de réduction de la pauvreté des populations. Mais elles sont menacées de dégradation non seulement par des coupes non contrôlées, mais surtout par l'agriculture itinérante sur brûlis, l'exploitation illégale et les feux de forêts. Environ 532 000 hectares de forêt sont perdus chaque année, entraînant ainsi des pertes importantes en matière de biodiversité.

Dans le cadre de ce projet, la résilience des communautés vulnérables sera notamment renforcée à travers l'appui au développement des cultures de rente (café, cacao, palmier) et la gestion durable de 480 000 hectares de forêts communautaires.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Je donne maintenant la parole à mon collègue, le Lieutenant-colonel Claude Djehoungo.

**Porte-parole militaire de la MONUSCO [lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo] :** La situation sécuritaire demeure préoccupante surtout dans le territoire de Beni. Si les manifestations organisées fin novembre contre la MONUSCO se sont estompées par la suite de moult appels à l'apaisement et au calme, la tension quant à elle persiste en raison de la poursuite des meurtres de civils perpétrés par les ADF. La Force de la MONUSCO reste plus que jamais engagée aux côtés des Forces de défense et de sécurité de la RDC en vue de mettre fins aux atrocités dont sont victimes les populations innocentes.

**Sur le plan opérationnel,** les principales informations sur la situation sécuritaire dans les différentes provinces se présentent comme suit :

**Dans la province de l'Ituri,** il s'observe une baisse significative des attaques et activités criminelles. La Force assure la sécurisation des camps de déplacés de Loda et de Roe ainsi que la protection des agriculteurs pendant cette période de récolte dans les champs et fermes.

**Dans le territoire de Beni,** les manifestations de foule de fin novembre et début décembre se sont estompées. Cependant, les tueries erratiques de civils par les ADF se poursuivent avec pour but de semer la terreur et la psychose au sein des populations et de saper les efforts des Forces engagées dans la dure et pénible restauration de la paix dans le territoire de Beni. Les massacres des 14 et 15 décembre 2019 en sont une illustration. À la suite de ces attaques, la Force de la MONUSCO a procédé à l'évacuation par hélicoptère de certaines victimes de Kamango à Beni. Elle s'attèle en coordination avec les FARDC, la PNC et d'autres acteurs, à identifier les complices des atrocités infligées aux populations.

---

### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

**Dans le reste de la province du Nord-Kivu**, des mouvements de protestation en soutien aux populations de Beni ont été observés notamment à Lubero et Butembo. Les affrontements entre divers groupes armés (NDC-R, coalition Nyatura, FDLR et APCLS dans le territoire du Masisi) constituent une menace pour les populations civiles.

**Dans la province du Sud-Kivu**, la situation bien que stable demeure fragile. Les opérations des FARDC contre les groupes armés se poursuivent avec pour corollaire des déplacements de populations pour échapper aux représailles.

**Au titre de la coopération civilo-militaire**, les unités de Génie de la Force de la MONUSCO réhabilitent la route Aveba-Bukiringi (37 km) dans la province de l'Ituri. Ceci facilitera la circulation de la population locale et le transport de marchandises, améliorant ainsi les conditions de vie des populations. Elle facilitera en outre la mobilité de nos troupes dans le cadre de la protection des civils, ainsi que d'autres activités des acteurs humanitaires.

**Enfin**, il convient de mentionner la reddition de 65 éléments appartenant à divers groupes armés au cours de ce mois de décembre, portant à 4 632 le nombre d'ex combattants ayant déposé les armes en 2019.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]** : Merci beaucoup. Je passe maintenant la parole à Fabien Sambussy qui est donc le chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations.

**Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations en RDC [Fabien Sambussy]** : Bonjour et merci pour l'invitation. Avant toute chose, je pense à cette Journée internationale pour les migrants. Il est intéressant pour moi de revenir un peu plus en détail sur ce qui est la migration et ce qu'elle représente. Qu'elle soit interne, internationale, régulière, irrégulière, voulue ou forcée, il est important de savoir de quoi l'on parle, de qui l'on parle, des migrants eux-mêmes, des pays ou des états concernés, mais également des populations hôtes qui sont impactées par le phénomène migratoire tant dans les pays d'origine, les zones d'origine, les zones de transit, les destinations finales et finalement peut-être : le plus important le rôle, les responsabilités de chacun. Je pense qu'aujourd'hui, on voit très souvent les risques et l'aspect néfaste de la migration et on oublie très souvent de mettre en avant ce qu'elle représente et notamment ses opportunités.

La migration telle que nous, nous la définissons, c'est un déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre pays, soit dans un pays lui-même. La notion de migration enveloppe tout type de mouvements des populations impliquant un changement de lieu ou d'une résidence habituelle. On peut définir quelles que soient les causes, la composition, la durée. Ça inclut notamment les travailleurs migrants, les réfugiés, les personnes déplacées, déracinées. Ça inclut aussi la diaspora qu'on oublie très souvent mais aussi, les victimes de traite et de trafic d'êtres humains.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

[Il y a] différents types de migration mais certains qui sont peut-être plus importants. En la République démocratique du Congo, on peut parler spécifiquement peut-être de la migration irrégulière qui est définie telle qu'un migrant contrevenant à la réglementation du pays d'origine, qu'il soit en transit ou qu'il soit arrivé à destination, qu'il soit entré irrégulièrement sur le territoire ou qu'il soit maintenu pour une durée au-delà de la durée de validité de son titre de son séjour ou qu'il se soit soustrait à l'exécution d'une mesure d'éloignement.

L'autre thème important en République démocratique du Congo, je pense, c'est la notion de migration forcée. C'est un thème qu'on utilise généralement pour décrire un mouvement qui est non volontaire, causé soit par la crainte de persécutions, soit par les conflits armés, les troubles internes, mais également les catastrophes naturelles. Tous ces troubles qui sont provoqués soit par l'homme, soit par des catastrophes naturelles. La notion de migration comprend les réfugiés, les déplacés internes mais va aussi bien au-delà.

Plus spécifiquement, en République démocratique du Congo, l'action de l'OIM s'articule autour de trois piliers qui sont : la protection des migrations, la stabilisation des communautés ou des populations à risque et finalement la réglementation.

Ceci plus concrètement se décline à une série de programmes ou de projets et on pourrait peut-être en citer les principaux. Le premier sans doute serait l'assistance humanitaire et plus particulièrement l'assistance aux personnes déplacées internes qu'il s'agisse de leur enregistrement, de la coordination de l'assistance qui leur est apportée ou bien à l'heure actuelle, la réponse à l'épidémie d'Ebola. On pourrait aussi mentionner le support et la prévention à la résolution des conflits. En République démocratique du Congo, la plupart des déplacements internes sont issus des conflits armés. La certification des sites miniers parce qu'ils représentent potentiellement une source de conflit mais pas seulement, aussi parce que beaucoup de travailleurs dans ces sites-là sont des travailleurs forcés, des travailleurs migrants importés et potentiellement des victimes. Regardez un petit peu au-delà, et comme je l'ai mentionné au début, regardez même les opportunités. Il y a des opportunités telles que la diaspora que l'on sous-estime très souvent.

La diaspora congolaise, d'après les données du Gouvernement est estimée à peu près à 16 millions de personnes. Et les transferts d'argent de la diaspora vers la République démocratique du Congo sur une base annuelle sont estimés à 1,6 milliards de dollars américains.

Quand on parle d'opportunité, je pense que c'est une opportunité que l'on sous-estime un peu très trop fréquemment.

Continuons un petit peu sur la liste des activités clés. Il y a aussi l'appui à la gestion des frontières et l'appui à la Direction générale des migrations, la lutte contre la traite d'êtres humains et le trafic illicite des migrants mais également, l'assistance au retour volontaire des migrants qui souhaitent rentrer au pays mais qui n'en ont pas forcément les moyens ou bien à l'inverse, la mise en place d'une clinique

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

que nous avons à Kinshasa pour faciliter l'obtention de certificats médicaux qui sont très souvent des certificats essentiels pour obtenir le statut de migrant régulier.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]** : Merci beaucoup. On va commencer par une question ici à Kinshasa pour notre invité M. Sambussy, est-ce qu'il y a une question ?

### Question 1

**Nkiere May/ Agence Congolaise de Presse** : Vous avez parlé d'à peu près 16 millions de Congolais qui sont dans la diaspora et qui renvoient, si je peux m'exprimer, presque 1,6 milliards de dollars américains, par an et à quoi servent ces milliards parce qu'on ne voit pas ce développement-là ?

**Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations en RDC [Fabien Sambussy]** : C'est bien là le cœur du problème et des objets du support des discussions que nous avons avec le Gouvernement congolais. Cet argent va dans le transfert direct pour la majeure partie aux familles, il sert à couvrir les besoins immédiats qu'on parle de santé, qu'on parle d'éducation ou bien ils vont directement dans la consommation. Une des principales opportunités que l'on voit, c'est comment essayer de faire en sorte que ces transferts d'argent-là n'aillent pas sur des dépenses journalières pour faire face à problèmes journaliers que peuvent vivre les bénéficiaires de ces transferts d'argent-là. Mais comment faire en sorte que l'on puisse les investir. Et ceci passe par différentes actions qui sont un, rétablir un dialogue entre les autorités congolaises et la diaspora de façon à déterminer un petit mieux les axes de priorités de ces transferts d'argent-là mais aussi de regarder le cadre légal, de savoir comment mieux on peut encadrer, mieux guider, mieux aligner les priorités de la diaspora mais aussi des migrants. Ça fait partie du travail à l'heure actuelle. Mais il est vrai qu'une grosse partie de cet argent n'est pas utilisé et ce serait une aubaine pour le développement du pays.

### Question 2

**Josué Musole/ Radio Nenoa Uzima (Bukavu)** : J'avais une question par rapport au rapatriement des FDLR à Kalonge. Je ne sais pas comment la MONUSCO s'est impliquée pour ce rapatriement. Nous apprenons que certains FDLR vivent dans des conditions difficiles.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann]** : Nous n'avons pas été associés à cette opération de rapatriements. C'est quelque chose qui a été géré directement par l'armée congolaise. Donc, au-delà du message du Coordonnateur humanitaire que j'ai transmis, on encourage les autorités militaires et les autorités congolaises en général, à garantir que les principes du droit humanitaire sont respectés dans le cadre de ce processus et à garantir d'une manière urgente compte tenu du nombre de personnes qui ont perdu la vie dans les camps dû aux mauvaises conditions de vie et de détention, de garantir qu'une assistance humanitaire puisse être fournie. C'est un processus de rapatriement qui a été géré directement sans notre implication par les autorités congolaises.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

### Question 3

**Dany Mangazi/ Radio Kahuzi (Bukavu) : La MONUSCO est toujours accusée d'être derrière les ADF à Beni. Bientôt le mandat de la MONUSCO va prendre fin. Est-ce qu'il y aura une nouveauté dans le nouveau mandat ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Le mandat, comme je vous l'ai dit, sera voté demain. Et nous, nous sommes directement guidés par le mandat qui nous est donné par le Conseil de sécurité. Alors le processus de définition d'un mandat et de renouvellement d'un mandat, c'est justement un processus auquel on contribue dans le cadre d'un dialogue avec les membres du Conseil de sécurité, mais c'est le Conseil de sécurité lui-même qui décide d'un éventuel changement ou de la définition des priorités de notre mandat.

Ce sur quoi le Secrétaire général a insisté dans son dernier rapport, c'est qu'effectivement, l'instabilité des conditions de sécurité qui subsistent dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri sont profondément préoccupantes, est au Gouvernement de la République démocratique du Congo qu'il incombe au premier chef de parer à ces menaces mais que l'aider à le faire de manière globale par des moyens militaires autant que des moyens civils demeure une priorité pour la MONUSCO.

Et les derniers faits survenus à Beni mettent en lumière le rôle central que continue à jouer le mandat de protection des civils de la Mission que nous sommes engagés à exécuter d'une manière proactive et résolue, en collaboration avec les autorités nationales, malgré évidemment tous les défis qui continuent d'exister.

### Question 4

**Marie-Agnès Safi/ RTNC : Je parle toujours pour le cas de Beni. Quelles sont les pistes de solutions que la MONUSCO envisage pour rétablir un climat de paix et de confiance avec la population du Nord Kivu, précisément à Beni et Butembo, comme dans les jours passés ? Merci.**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Nous avons intensifié, d'un point de vue sécuritaire, nous avons intensifié les patrouilles, à la fois conjointes et des patrouilles de la Brigade d'intervention de la MONUSCO – et des patrouilles conjointes avec les militaires [congolais].

Nous avons également envoyé un peloton supplémentaire de police, pour stabiliser la situation plus particulièrement à Beni et ses alentours immédiats, et on continue de travailler, comme je l'ai dit, à identifier les risques et les personnes, les complicités éventuelles qui existent dans les communautés et qui permettent que ces attaques continuent.

Un des axes qui pour nous est très important est que, lorsque l'armée avance, lorsque l'armée libère une zone des ADF, il est important que lorsque l'armée se retire, cette zone ne soit pas immédiatement reprise par les ADF. Sinon, on revient, on continue sur un cercle vicieux qui ne permet pas de régler les [problèmes] à long terme.

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Donc, on travaille avec les FARDC et avec la police, avec les autorités, pour que l'autorité de l'Etat avance - c'est un processus qui va prendre du temps, ce n'est pas un processus qui va être réalisé en deux semaines -, mais pour faire en sorte que l'autorité de l'Etat avance et que l'on puisse sécuriser réellement les zones qui ont été libérées suite aux opérations des FARDC.

En matière de confiance, de dialogue civil, nous avons une section des affaires civiles qui travaille au plus près avec la société civile. Nous pensons évidemment qu'il y a une frustration, comme on l'a déjà dit plusieurs fois, qui est légitime face à la poursuite de ces attaques, mais nous pensons aussi qu'il y a des attentes qui sont parfois irréalistes au regard de ce que nous pouvons faire.

Et nous voulons rappeler que nous avons besoin que la population aussi soit engagée avec ses forces de sécurité, avec les FARDC et avec la police. Vous avez vu de multiples appels qui ont été lancés par les forces de sécurité congolaises pour l'utilisation des mécanismes d'alerte, pour vraiment avoir la population aux côtés des opérations de sécurité, et c'est un message que nous aussi nous lançons à la population.

### Question 5

**Jackson Mutshima/ Journaliste indépendant (Goma) : La question était de savoir, parce que le Lieutenant a dit que les manifestations de la population de Beni se sont estompées pour le moment, j'aimerais savoir quels sont les mécanismes qui ont été mis en place pour que la population puisse arrêter ces manifestations. Et qu'est-ce que vous allez faire pour maîtriser la confiance de la population pour que demain, elle ne puisse plus se venger contre la MONUSCO ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Je me permets de prendre la question parce que je pense que les manifestations ne se sont pas estompées par une action quelconque de la MONUSCO. Ce qui nous semble, nous, important, c'est que les manifestations, comme l'a dit Jean-Pierre Lacroix quand il était ici – le Secrétaire général adjoint – sont légitimes quand elles restent éloignées de la violence.

Il est important que chacun puisse exprimer son opinion, que chacun puisse exprimer son inquiétude et que chacun puisse manifester librement. En revanche, tout recours à la violence doit être condamné. Je pense qu'on va s'en tenir là pour l'instant.

### Question 6

**Ruben Bopeko/ Horizon 33 TV : Que pense la MONUSCO en ce qui concerne l'état des lieux toujours de cette partie du pays, à Beni principalement, où certaines ONGs de la place souhaitent que le chef de l'Etat puisse décréter un état d'urgence ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Le décret d'un état d'urgence est une mesure qui relève du Gouvernement. Donc, ce n'est pas quelque chose que nous pouvons commenter.

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungou, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Nous, ce qui nous semble, c'est qu'il est important que nous concentrons nos activités et nos ressources dans les zones où les graves problèmes d'insécurité persistent.

Vous savez qu'il y a une absence de conflit armé à grande échelle dans plusieurs régions – d'ailleurs la majorité des 26 provinces du Congo est stable. Il y a une amélioration sensible, en tout cas une absence de conflit armé à grande échelle, au Kasai et au Tanganyika.

Tout ça va nous permettre, nous, d'envisager un retrait durable, responsable et progressif de la Force de la MONUSCO, et de pouvoir nous concentrer justement sur les poches d'insécurité qui subsistent, à Beni – c'est évidemment un grand sujet de préoccupation –, mais aussi dans certaines zones du Sud Kivu, dans certaines zones de l'Ituri, et du Petit Nord du Nord Kivu.

### Question 7

**Eugenie Balinda/ Radio Télévision Ituri (Bunia) : J'ai deux petites questions. La première est celle de savoir : la MONUSCO possède des drones de surveillance mais comment expliquez-vous les attaques à répétition contre la population de Djugu ? A quoi servent ces drones de surveillance ? La deuxième question, c'est par rapport au risque d'infiltration des ADF du Nord Kivu vers l'Ituri. Quel est le plan de contingence que la MONUSCO a mis en place pour barrer la route à ces derniers en soutien aux FARDC, bien sûr ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Sur la deuxième question, je pense que j'ai répondu lorsque j'ai évoqué cette visite conjointe du Comité de sécurité Ituri et de la MONUSCO. Il y a des patrouilles conjointes qui vont être mises en place. Nous n'avons pas d'informations à ce stade sur des incursions mais évidemment, on se tient prêts, parce que l'idée n'est absolument pas de déplacer le problème mais bien de le régler. Pour l'instant, c'est ce que je peux vous dire sur ce sujet.

En ce qui concerne Djugu, [depuis] les mois de septembre et octobre lorsqu'il y a eu des affrontements extrêmement violents, nous continuons, autour des bases où nous avons des civils qui viennent trouver refuge, notamment pour passer la nuit, nous continuons à tenter, à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour venir en aide aux populations.

Nos collègues du HCR ont ouvert dernièrement un nouveau camp de déplacés afin d'améliorer les conditions de refuge et les conditions de vie des populations déplacées. Et nous avons aussi, par le biais des affaires civiles, organisé plusieurs rencontres avec des représentants communautaires, de toutes les communautés qui sont impliquées dans les différents conflits qui ont touché la province et la région de Djugu, pour développer un dialogue. Parce qu'il est important de savoir qu'on peut faire un travail de protection, on peut faire un travail militaire, aussi inclusif soit-il, tant que les communautés elles-mêmes ne trouvent pas des points de réconciliation et n'arrivent pas à définir elles-mêmes comment elles peuvent améliorer leurs relations, le problème restera entier.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Donc, on essaye à la fois au niveau sécuritaire de répondre aux besoins les plus pressants, et on soutient aussi les mécanismes de dialogue qui peuvent permettre, on l'espère, aux communautés de trouver un terrain d'entente et une manière de vivre ensemble paisiblement.

### Question 8

**Claudel Lossa/ Radio Télévision Lobiko (Bunia) :** Nous avons deux petites questions. La première est : depuis quelques jours, les activités de la réponse contre la maladie à virus Ebola ont commencé à Biakato, ont repris à Biakato, voulais-je dire, en Ituri bien sûr. Quelles sont les mesures sécuritaires que prévoit la MONUSCO pour sécuriser ces agents qui travaillent dans cette réponse car ils ont été les cibles des attaques des groupes armés ?

Deuxièmement, on a vu beaucoup de personnes sur les réseaux sociaux, même dans des Tweets, insulter la MONUSCO, parler mal de la MONUSCO, comme quoi la MONUSCO soutenait les ADF et les autres groupes armés. Ces personnes-là passent librement sur les réseaux sociaux et sur la radio de la MONUSCO, qui n'est autre que Radio Okapi. Quelles sont les mesures que prévoit le SOFA, qui régit la MONUSCO, par rapport à ce genre de personnes ?

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Merci. Alors concernant Biakato, effectivement, il y a un plan d'action qui a été mis en place par la MONUSCO avec les agences qui travaillent sur la riposte Ebola. C'est principalement l'OMS, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondiale. Un plan conjoint. Donc, ce qu'on a essayé de faire au plus vite après l'attaque qui a coûté la vie à des membres de la riposte Ebola du ministère de la Santé congolaise, on a mis en place un pont aérien entre Beni et Biakato pour faire en sorte que les activités ne soient pas complètement interrompues puisque vous savez que quand on lutte contre Ebola, perdre un jour, deux jours, trois jours, c'est absolument dramatique parce qu'on perd le traçage des contacts et ça peut entraîner de nouveaux cas.

On a également augmenté le nombre des casques bleus sur place et ils sont plus d'une centaine à présent. Et on a construit une base sécurisée à Biakato. Vous avez bien fait de souligner que les personnes qui ont été assassinées ont été délibérément ciblées. Donc, on n'est pas dans un contexte où les humanitaires sont pris entre deux feux, on est dans un contexte où les humanitaires, les gens qui s'occupent de la riposte Ebola ont été délibérément attaqués, ciblés. Dans le même temps, ils ont également attaqué nos casques bleus tanzaniens pour les empêcher d'intervenir à temps lors de l'attaque contre le centre Ebola, contre l'endroit où les membres de la riposte Ebola passaient la nuit.

Donc, il est vraiment très important que nous ayons des structures opérationnelles et de coordination qui soient à même de fournir le soutien sécuritaire nécessaire et avec cette base sécurisée à Biakato, avec l'augmentation des casques bleus sur place, on espère que les activités pourront reprendre pleinement.

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

Sur la deuxième question, le Secrétaire général des Nations Unies a développé récemment une stratégie de lutte contre les discours de haine. Et c'est quelque chose sur lequel nous allons travailler avec les autorités congolaises pour voir comment, effectivement, les médias sociaux peuvent ne pas devenir un lieu où la haine se déverse. Nous sommes inquiets, nous l'avons dit à plusieurs reprises par le nombre d'informations fausses, de manipulations qui ont pu passer sur Twitter, des photos trafiquées, des vidéos qui ne concernent absolument pas le Congo et qui ont été utilisées pour nourrir une colère contre la MONUSCO.

Cela dit, les médias sociaux restent un espace de liberté démocratique et si les Congolais souhaitent l'utiliser, nous on a la peau dure, on peut écouter les critiques. En revanche, effectivement, les discours de haine sont inacceptables.

### Question 9

**Claudel Lossa/ Radio Télévision Lobiko (Bunia) : M. Mathias Gillmann, est-ce que ces gens peuvent continuer à passer sur les ondes de Radio Okapi quand bien même ils insultent encore la MONUSCO ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Monsieur, les médias sont libres, l'expression est libre. Nous appelons chacun à la responsabilité dans l'expression de leurs opinions et à faire une distinction réelle entre opinion et appel à la haine.

### Question 10

**Roger Marley Lukunga/ Elima News : M. Mathias Gillmann, est-il possible pour la MONUSCO de convoquer une grande réunion internationale regroupant tous les leaders des mouvements rebelles et assaillants de l'est de la République démocratique du Congo pour les sensibiliser à cesser toutes ces attaques, ces incursions en territoire congolais ? Est-il possible pour la MONUSCO de convoquer une telle réunion ?**

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Nous travaillons dans le cadre d'un mandat, encore une fois, qui nous est donné par le Conseil de sécurité. On peut envisager des mécanismes de dialogue avec certains groupes mais il ne faut pas oublier que, là où nous avons à l'époque, certainement il y a 20 ans et les années après, nous avons des groupes qui avaient un agenda politique et quelque chose à dire. Maintenant la plupart des groupes sont des coupeurs de routes, des brigands, des trafiquants et il faut faire une distinction entre l'expression d'un combat politique qui a pu être légitime, peut-être à un moment donné, et des violences qui sont commises de manière aveugle sur la population dans le but de perpétuer une économie de guerre et de trafic. Donc, je pense qu'il y a un dialogue qu'il peut y avoir avec les personnes de bonne volonté, mais il y a la réponse sécuritaire évidemment forte, il faut continuer à mettre la pression sur les groupes armés.

### Question 11

**Mimiche Lutete/ Canal Congo TV : M. Mathias Gillmann, on peut savoir le sort des agents de la MONUSCO qui ont quitté les lieux en cascade, je parle de Beni, parce que la population**

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

de Beni leur résistait, si ce n'est pas un secret, parce que les photos et les vidéos ont circulé où il y avait les agents de la MONUSCO qui prenaient les hélicoptères en cascade. Est-ce qu'on peut le savoir ?

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Il n'y a pas eu d'agents de la MONUSCO qui ont pris les hélicoptères en cascade. On aurait bien aimé avoir des cascades d'hélicoptères d'ailleurs, vous savez, nos moyens ne sont pas si importants. Les personnes qui travaillaient à Boikene, donc le bureau de la MONUSCO à Beni qui a été détruit, sont actuellement à Mavivi c'est-à-dire à quelques kilomètres au nord de Beni à côté de l'aéroport. Il n'y a pas eu d'évacuation et il n'y a pas eu de fuite par les cascades d'hélicoptère. Je vous remercie pour l'opportunité de rétablir ces faits.

### Question 12

**Fred Mbuangi/ La Tempête des Tropiques & Trinitas FM :** Le chef de l'Etat avait soulevé, lors de son discours sur l'état de la Nation, que la MONUSCO ne va pas encore quitter le sol congolais. Cette question a été beaucoup plus réclamée par certains politiques et par la population parce que quant à eux, la MONUSCO n'avait pas bien joué son rôle. Est-ce que s'il faut parler du bilan de la MONUSCO, demain cette question sera débattue lors du renouvellement de votre mandat, est-ce que le bilan de la MONUSCO aujourd'hui, vous pouvons affirmer qu'il est positif ou négatif ?

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Je pense que c'est assez difficile. Ce serait prétentieux et irréaliste de dire que tout était extrêmement positif et je pense que ce serait injuste de dire que tout était négatif. Alors nous avons récupéré, il y a 20 ans, quand les Nations Unies ont été déployées ici au Congo, un pays au bord de l'explosion, au bord de l'éclatement. Et le fait que le pays existe aujourd'hui dans les frontières actuelles est à mettre en grande partie au crédit des Nations Unies. Il est de toute façon difficile de séparer les succès et les échecs de la MONUSCO et les succès des échecs de la République démocratique du Congo en tant que pays. A l'époque, encore une fois, nous avions de nombreuses armées étrangères qui étaient présentes et un pays au bord de l'éclatement. Aujourd'hui, nous avons 26 provinces qui pour la grande majorité, connaissent la stabilité. On a encore des poches de violence armée.

On a encore des endroits comme à Beni, comme dans le Sud-Kivu, comme en Ituri, Madame l'évoquait autour de Djugu, des zones, des poches d'instabilité, de violence qui nous montrent qu'il y a encore du travail à faire. Donc, évidemment, on est mobilisé pour finir ce travail.

Mais, encore il y a quelques années, je pense que je l'avais déjà dit, encore il y a quelques années, il y avait environ un tiers des territoires de la République démocratique du Congo qui connaissaient la violence armée. Aujourd'hui, on en a un peu moins de 10 %. Donc, on a un travail à finir et on va être mobilisé pour le finir. Le mandat que va nous donner le Conseil de sécurité, va nous guider pour finir ce travail. Mais je pense qu'effectivement, après ce sera aux historiens de faire le bilan de la présence

---

#### Contacts :

**MONUSCO :** Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies :** Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28



## Organisation des Nations Unies

des Nations Unies en République démocratique du Congo. Mais je pense que notre bilan n'est ni 100 % positif, ni 100 % négatif.

### Question 13

**Albert Omba/ Numérica TV : M. Fabien Sambussy, vous parlez un peu de l'œuvre de l'Organisation internationale pour les migrations en faveur de la diaspora congolaise et vous connaissez la vie que mènent les Congolais dans plusieurs pays surtout de l'Occident. Face à leur établissement surtout dans l'obtention des documents importants. Est-ce que l'OIM préconise un peu de faciliter à ces Congolais là les démarches dans l'obtention de leurs documents pour leur stabilité ? L'OIM préconise-t-elle aussi la manière d'organiser toute la diaspora de sorte à ce que leurs actions puissent aboutir à un crédit qui pourra aider la population locale ici ?**

**Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations en RDC [Fabien Sambussy] :** On ne peut pas mettre toutes les diasporas ou toutes les migrations dans le même panier, je dirais. Un des exemples ici, c'est l'un des rares migrants que vous avez autour de la table, c'est moi-même. La question, c'est ce que nous essayons de promouvoir, c'est une migration qui est ordonnée et qui est régularisée. Autrement dit, c'est la prérogative des Etats qui reçoivent les migrants réguliers de leur fournir la protection.

Le principal problème que vous mettez en évidence, est la dérégularisation de la migration. Des gens qui vont en Afrique du Sud, par exemple on a vu récemment, ou autre pays, par des voies informelles, sans documents de voyage.

Et dans ce cas, ça devient très compliqué puisqu'ils n'entrent pas dans un cadre légal. Donc, ce que l'on essaie de faire, nous, c'est à un niveau global, c'est d'essayer de rapprocher les Etats, de façon à pourquoi pas faciliter, ordonner justement l'obtention des papiers et des documents de voyage. Mais, c'est vraiment quelque chose qui est très important de souligner.

**Porte-parole de la MONUSCO par intérim [Mathias Gillmann] :** Je vous remercie beaucoup. Je vous souhaite de belles fêtes. Merci. Belles fêtes à Bunia, Bukavu et Goma, aussi. Merci de votre participation et on se retrouve en 2020.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [gillmann@un.org](mailto:gillmann@un.org); tél +243 81 890 71 28